

Mais la stricte analyse de classe de la jeunesse scolarisée ne suffit pas. Ce qui fonde son existence, ce n'est pas une place précise dans les rapports sociaux de production, mais l'institution scolaire. Ce n'est pas fondamentalement en fonction de leurs « intérêts de classe » que les jeunes scolarisés se déterminent. Le point de départ de radicalisation de la jeunesse scolarisée n'est pas réductible à l'élargissement de sa composition sociale. Elle renvoie à la **crise sociale** d'ensemble qui affecte le capitalisme depuis le début des années 60 : crise idéologique, crise politique, crise des institutions de socialisation. Dans une période de montée générale de la combativité ouvrière, la radicalisation de la jeunesse scolarisée, et non la « prise de conscience vraie » de son statut, ni l'intériorisation progressive des antagonismes qui l'oppose au patronat, à l'Etat, à la société bourgeoise.

Contrairement à la classe ouvrière, la jeunesse scolarisée n'a pas les moyens de résoudre les contradictions dans lesquelles elle se débat : par son mouvement propre, elle ne peut résoudre ni la crise de l'école, ni celle des valeurs, ni aucun problème politique de fond ; elle peut enrayer, dénaturer, bloquer les solutions capitalistes. Elle ne peut imposer, ni même élaborer ses propres solutions.

La solution positive de la crise de l'école, comme de la société, dépend de la classe ouvrière. Pourtant, les relations du mouvement de la jeunesse scolarisée à la classe ouvrière et à ses organisations revêtent une importance capitale. La conception de ces relations constitue un point de clivage essentiel au sein de ce mouvement.

Le développement de la conscience politique des lycéens, des étudiants, des élèves des C.E.T. dépend avant tout de la pratique de lutte que connaît leur milieu.

Cette pratique est non seulement déterminée par les contradictions spécifiques à l'œuvre dans l'institution scolaire et la société. Mais encore par son articulation avec la pratique de lutte de la classe ouvrière, et donc par ses rapports avec le mouvement ouvrier organisé. Ainsi les courants politiques, les idéologies engendrées par les luttes de la J.S. n'en sont pas des produits « naturels ». Ils résultent de la conjonction de deux secteurs : la situation du milieu étudiant, lycéen... et le partage du champ politique (rapport du mouvement de la J.S. au mouvement ouvrier et aux organisations d'avant-garde). Ainsi, dans la période de l'après-mai 68, alors que le mouvement ouvrier s'efforçait de l'isoler dans son ghetto universitaire, d'empêcher sa jonction avec la classe ouvrière, était-il correct de caractériser **politiquement** (et non socialement) les idéologies dominantes du mouvement de la jeunesse scolarisée comme petites bourgeoisies.

D'une façon générale, le mode d'émergence de la composante jeune de l'A.G.L. ne peut-il être comparable à celui de sa composante ouvrière : polarisée par le mouvement ouvrier sans être confrontée aux directions réformistes sur le terrain des entreprises, ne comprenant pas les bases objectives d'existence de la bureaucratie ouvrière, elle est souvent réceptive aux raccourcis ultra-gauches et profondément instable, prompt à se couper de son milieu et à désespérer du mouvement ouvrier.

4. - COORDONNÉES ACTUELLES DE LA RADICALISATION DE LA JEUNESSE SCOLARISÉE.

Les formes que prend la radicalisation des différentes composantes de la J.S. varie donc en fonction de la conjoncture politique. Ainsi, les conditions de mobilisation, l'insertion dans les luttes d'ensemble de la J.S. **ont changé**. Du rôle d'« avant-garde tactique » en mai 1968, se substituant aux organisations traditionnelles, au rôle de « révélateur » de la situation sociale comme en mars-avril 73, au lendemain de la trêve des élections législatives, le mouvement de la jeunesse

scolarisée est aujourd'hui plus que jamais **surdéterminé** par des coordonnées politiques extérieures.

Le tournant dans la situation politique actuelle a ainsi une double conséquence sur la radicalisation de la jeunesse scolarisée :

Une relativisation politique de ses luttes :

Tout en brisant le ghetto universitaire de l'immédiat après-mai. le développement des luttes de masse dans la classe ouvrière, le poids grandissant de la composante ouvrière de l'A.G.L., la crédibilité de l'Union de la gauche comme débouché politique central réduisant la fonction politique de leur expression généralisée. Particulièrement sensible en milieu étudiant, cette impression que les luttes essentielles se livrant ailleurs, sur d'autres terrains, entre d'autres adversaires, y est renforcé par la dilution, et l'atomisation consécutives à l'application de la réforme.

Une différenciation accentuée entre les différentes composantes :

Même si des **thèmes communs** peuvent susciter des luttes dans les universités, lycées et C.E.T., l'absence de fonction politique unifiée au mouvement de la J.S. accentue les différenciations internes dans les rythmes de mobilisation, les formes d'organisation, le poids spécifique des réformes bourgeoises.

La radicalisation de la J.S. restera différenciée, combinera de manière spécifique les divers terrains politique, idéologique, revendicatif.

5. - LUTTE CONTRE L'INSTITUTION ET JONCTION A LA CLASSE OUVRIÈRE.

La bourgeoisie multiplie ses tentatives de solution à la crise du système de formation. Dans les facultés, la réforme Faure et ses suites ont déjà abouti à une différenciation croissante du milieu, par la multiplication des filières (courtes, moyennes, longues), par la division des établissements (universités d'élite / universités de masse), par le système d'enseignement par « unités de valeurs ». Dans le secondaire, où l'éclatement du milieu est impossible en l'état actuel du rapport de forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière (privatisation, concurrentialité impliqueraient une remise en cause du travail de l'enseignant), les paliers d'abandon des études sont stabilisés, avec le nouveau statut de la terminale, un barrage sélectif efficace à l'entrée de la faculté est recherché, le projet de développement de l'enseignement optionnel vise à instituer une auto-sélection chez les lycéens. Enfin, l'enseignement pré-professionnel des C.E.T., au sein de l'éducation nationale, progressivement remis en cause par le développement d'une formation parallèle directement contrôlé par le patronat et soumis à ses besoins en main-d'œuvre. Les constantes des projets de la bourgeoisie sont claires :

Rentabiliser l'éducation nationale (aggravation des conditions de travail, réduction des crédits, développement de l'auxiliaire) ; réduire le temps de formation initiale (en vue de stabiliser, puis de réduire la population ; enfin, battre en brèche l'autonomie relative de l'institution scolaire (démantèlement de l'Education nationale, mainmise du patronat sur la formation).

La lutte sur le terrain de l'école, en raison du niveau de conscience auquel elle s'adresse, est très propice à la jonction entre la composante jeune de l'A.G.L. et la masse du milieu.

Par ailleurs, elle permet une jonction des luttes de la J.S. avec celles de la classe ouvrière. Le développement de la « formation permanente » de l'« enseignement alterné », l'imbrication croissante entre l'Education nationale et l'activité professionnelle, confrontent directement le mouvement ouvrier aux problèmes de la formation : qui doit bénéficier de la formation permanente ? quels contenus et